

# Afrique du Sud

## Une réconciliation bien difficile

Près de 15 ans après le premier scrutin démocratique (avril 1994), l'évolution de l'Afrique du Sud a démenti les prédictions pessimistes, mais le chemin vers la réconciliation nationale reste difficile. Le pays doit encore résoudre plusieurs défis : poursuivre l'effort de transformation sociale, parachever la transition institutionnelle en organisant la succession du président Thabo Mbeki et consolider sa place en Afrique et sur la scène internationale.

### Une situation sociale préoccupante

L'économie sud-africaine connaît une certaine embellie, avec un taux de croissance de 4,4 % en 2006 contre 4,9 % en 2005 et probablement 4 % pour 2007. Les résultats restent toutefois inférieurs à l'objectif de 6 % affiché par le gouvernement et nécessaire pour résorber la misère, puisque plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 95 % de cette population pauvre étant noire. De même, la hausse du cours des matières premières comme la forte demande asiatique ont dynamisé le commerce extérieur de l'Afrique du Sud, dont les exportations ont été multipliées par deux depuis 2000. Premier exportateur mondial de chrome et de manganèse, le pays demeure cependant trop tributaire des exportations de minerais (31 % en valeur) dont les prix connaissent de fortes fluctuations.

Par ailleurs, les créations d'emplois restent faibles et le taux de chômage n'a guère connu de baisse (il s'établit selon toute vraisemblance autour de 40 %, très au-dessus des statistiques officielles de 25 %) ; la moitié de la population active noire est au chômage. Ces trois dernières années ont vu se multiplier les mouvements sociaux, souvent réprimés par la force. Les revendications principales portent sur les augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. Le second semestre 2005 a ainsi été marqué par plusieurs grèves dans les mines ; en mars 2006, à l'université de Mafikeng, de violentes échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à des étudiants manifestant contre l'exclusion de leurs camarades qui ne s'étaient pas acquittés de leur droit d'inscription. Plus généralement, l'électorat montre son exaspération devant les promesses non tenues. Plus de 10 ans après le premier scrutin électoral libre, un tiers des foyers sud-africains ne sont toujours pas reliés à l'électricité.

### Une démocratie gangrenée par la violence et la corruption

Le gouvernement ne parvient pas à enrayer une violence endémique : on déplore 18 500 morts par arme à feu entre avril 2005 et mars 2006 ; le nombre de viols (du moins les plaintes enregistrées) est même en légère augmentation

(55 000 viols commis durant la même période) par rapport aux années précédentes. Un certain pessimisme s'est installé devant l'inefficacité du gouvernement dans la lutte contre la criminalité, même si Thabo Mbeki a reconnu, lors de son discours à la nation devant le Parlement en février 2007, que le pays vivait dans la peur et qu'il allait intensifier son combat contre le crime. En proportion de la population, le nombre de décès par arme à feu est 7 fois plus élevé qu'aux États-Unis et près de deux fois plus élevé qu'au Brésil. Avec la violence et la pauvreté, la corruption reste l'un des principaux sujets de débat.

### Des échéances électorales capitales

Cette situation économique et sociale explique l'érosion des résultats électoraux du Congrès national africain (African National Congress, ANC) lors des élections municipales de mars 2006. Si l'ANC conserve la gestion des grandes agglomérations (Johannesburg, Durban), il perd plusieurs municipalités dans la province du Cap, là où l'électorat est en majorité blanc et métis. Les observateurs n'ont d'ailleurs pas manqué de relever un très fort taux d'abstention – 52 %, un chiffre inquiétant dans une démocratie si jeune, signe d'une certaine défiance envers la gestion du président. Le mécontentement social n'a cependant pas été canalisé par une formation politique, puisque les mouvements radicaux comme le Congrès panafricain (Pan Africanist Congress, PAC) ou l'Azanian People's Organisation (AZAPO) n'améliorent guère leurs scores habituels. La

frustration risque donc à l'avenir de s'exprimer davantage par une contestation sociale.

La déception de l'électorat noir vient également du spectacle qu'offrent parfois les responsables politiques du pays. Impliqué dans une affaire de corruption, Jacob Zuma avait ainsi dû démissionner de ses fonctions de vice-président en juin 2005 (il lui était reproché d'avoir favorisé la signature de contrats au profit de Thomson) pour être remplacé par Phumzile Mlambo-Ngcuka, jusque-là ministre des Mines et de l'Énergie. Quelques mois plus tard, Jacob Zuma avait été inculpé de viol, accusé d'avoir abusé d'une militante de l'ANC. Il sera acquitté lors de son procès pour viol en mai 2006 et, par la suite, les procédures d'enquête pour corruption seront abandonnées. Jacob Zuma, toujours vice-président de l'ANC, apparaît donc comme l'un des candidats les plus probables au scrutin présidentiel de 2009 avec l'actuelle vice-présidente du pays, Thabo Mbeki ne pouvant selon la Constitution briguer un troisième mandat. Toutefois, celui-ci pourrait être reconduit à la tête de l'ANC (poste qu'il occupe depuis 1997) lors du Congrès de décembre 2007 et conserver une influence sur la vie politique nationale, aussi bien pour la désignation du candidat de l'ANC qu'après l'élection de son successeur. Quant à Jacob Zuma, si le soutien des Zoulous (ethnie à laquelle il appartient) lui est assuré, de nombreux électeurs doutent de sa capacité à exercer la magistrature suprême. Le prochain scrutin présidentiel reste donc très ouvert, d'autant que des figures de premier plan du capitalisme

noir sud-africain tels Cyril Ramaphosa, ancien secrétaire général de l'ANC, ou Tokyo Sexwale, ancien Premier ministre de la province du Gauteng, pourraient décider de reprendre une activité politique.

Enfin, l'esprit de combat pour les libertés individuelles reste très présent. Au nom de la lutte contre toute forme de discrimination, notamment fondée sur l'orientation sexuelle, l'Assemblée nationale a adopté en novembre 2006 une législation autorisant le mariage homosexuel. L'Afrique du Sud est le premier et à ce jour le seul pays d'Afrique à accorder ce droit, mais ces mesures symboliques et très controversées ne doivent pas faire oublier que les séquelles de l'apartheid restent vives. Les obsèques de l'ancien président Pieter Botha en novembre 2006 ont par exemple provoqué une vive polémique. Certaines organisations comme le PAC ont estimé que les funérailles nationales proposées par Thabo Mbeki étaient une insulte au peuple noir. De même, la mise en place de l'ambitieuse et nécessaire politique de promotion raciale, le *Black Economic Empowerment* (BEE), montre ses limites. Cette politique visant à favoriser l'embauche de cadres noirs dans les entreprises et le transfert progressif du capital entre les mains d'investisseurs « de couleur » a permis l'émergence d'une bourgeoisie noire, les *Buppies* (*Black yuppies*), estimée aujourd'hui à 2 millions de personnes. Le BEE favorise néanmoins l'élite noire instruite, et suscite de nombreuses frustrations au sein de la population blanche, l'amenant parfois à choisir l'exil. En avril 2007, le

ministre des Finances Trevor Manuel a de fait reconnu les excès et les limites de cette politique et promis des ajustements. Enfin, le sida demeure probablement la plus forte menace pour la société (le pays compte plus de 5 millions de séropositifs), menace aux conséquences multiples, entraînant notamment une diminution de la productivité dans les mines.

### Une puissance politique contrariée

Durant les premières années post-apartheid, l'Afrique du Sud a voulu s'ériger en conscience morale du continent noir et s'est posée en médiateur dans de nombreux conflits, tout en se refusant à intervenir militairement en Afrique. Force est de constater que les résultats sont plutôt encourageants : si la médiation de Thabo Mbeki en Côte d'Ivoire et au Zimbabwe n'a guère été fructueuse, son implication en République démocratique du Congo (RDC) a contribué au rétablissement de la paix. L'Afrique du Sud a néanmoins compris qu'elle ne pouvait échapper à ses responsabilités et participe désormais plus activement aux opérations de maintien de la paix en RDC (au sein de la Mission des Nations unies en RDC [MONUC]) et, jusqu'en décembre 2006, au Burundi (avec l'Opération des Nations unies au Burundi [ONUB]), tout en privilégiant une approche multilatérale avec l'Union africaine (UA), l'Organisation des Nations unies (ONU) ou d'autres États d'Afrique, particulièrement le Nigeria et l'Algérie. Les relations entre Alger et Pretoria sont en effet amicales : l'Afrique du Sud a reconnu la

République arabe sahraouie démocratique (RASD) en 2004 et les deux États sont associés dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (New Partnership for Africa's Development, NEPAD).

Malgré cela, l'Afrique du Sud est désormais confrontée à l'influence grandissante de la Chine et, dans une moindre mesure, de l'Inde sur le continent africain. Les produits *made in China*, présents partout en Afrique, ont également investi le marché sud-africain, comme en témoignent les multiples manifestations des ouvriers du secteur du textile, qui protestent contre les importations chinoises massives. Le commerce entre Pretoria et Pékin a connu une croissance significative ces dernières années – la Chine est maintenant le 2<sup>e</sup> fournisseur du pays –, au détriment cependant de l'Afrique du Sud qui accuse un fort déficit commercial. Les entreprises sud-africaines perdent des parts de marché au profit de sociétés chinoises et indiennes, notamment au Zimbabwe, et les investissements chinois en Afrique renforcent par-dessus tout l'influence des trois principaux partenaires et rivaux potentiels de l'Afrique du Sud : l'Algérie, l'Angola et le Nigeria. En Angola, en échange de l'accès à certains gisements de pétrole, le gouvernement chinois s'est engagé en 2006 à rénover la ligne ferroviaire reliant le port de Lobito à Luau, à la frontière avec la RDC. Cette réouverture privera les ports sud-africains d'une partie du fret commercial en provenance du sud de la RDC et de la Zambie. Pretoria doit de plus faire face aux ambitions diplomatiques de ses partenaires africains

qui, comme elle, revendiquent un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. En attendant une réforme des institutions, l'Afrique du Sud, pour la première fois de son histoire, a été élue en octobre 2006 membre non permanent du Conseil pour deux ans. Seule candidate du continent noir, elle avait reçu le soutien des autres États africains.

L'action diplomatique de l'Afrique du Sud se traduit également par une participation aux organisations internationales. Elle a participé à la fondation du G20 (groupe informel au sein de l'Organisation mondiale du commerce [OMC] dont les membres s'engagent à définir des positions communes en matière d'économie et de finances) dont elle est l'un des principaux porte-parole, avec le Brésil et l'Inde, et qu'elle préside en 2007. L'année 2006 a de même été marquée par la visite en septembre du président russe Vladimir Poutine, puis du Premier ministre indien Manmohan Singh. La Russie souhaite promouvoir sa technologie nucléaire dans un pays confronté lui aussi à un défi énergétique, puisque l'électrification du pays comme l'augmentation de l'activité industrielle ont entraîné une hausse soutenue de la production d'électricité (plus de 30 % depuis 1995). Un incident dans la centrale nucléaire de Koeberg en février 2006 a d'ailleurs privé la région du Cap d'électricité pendant plusieurs jours. Ces dernières années, Pretoria a ainsi conforté son rôle de puissance politique et de marché économique de premier plan.

F. L.

## **Bibliographie**

Fauvelle-Aymar, F.-X. (2006), Histoire de l'Afrique du Sud, Paris, Le Seuil.

Lafargue, F. (2005), Géopolitique de l'Afrique du Sud, Bruxelles, Complexe.

Sites Internet : Portail du gouvernement :  
<[www.gov.za](http://www.gov.za)>.

Statistiques officielles :  
<[www.statssa.gov.za](http://www.statssa.gov.za)>.